

Brève histoire de l'Initiative de la Charte de la Terre

La Charte de la Terre est une déclaration des peuples sur l'interdépendance globale et la responsabilité universelle; elle établit des principes fondamentaux pour construire un monde juste, durable et pacifique. Elle s'efforce d'identifier les défis critiques et les choix de l'humanité au XXIème siècle. Ses principes sont élaborés pour servir "de fondement commun selon lequel la conduite de toutes les personnes, organisations, entreprises, gouvernements et institutions transnationales doit être régie et évaluée." (Préambule de la Charte de la Terre).

La Charte de la Terre est l'aboutissement d'un dialogue interculturel au niveau mondial sur des valeurs et objectifs communs, qui a eu lieu durant les années 90 et a duré une décennie. Ce dialogue, qui a impliqué le processus de consultation le plus ouvert et le plus participatif jamais associé avec l'élaboration d'un document international, est la source première de la légitimité de la Charte de la Terre en tant que guide éthique.

I. Origines de la Charte de la Terre

Parmi les nombreuses recommandations incluses dans Notre Avenir Commun (1987), le rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (WCED), il y a un appel pour la création d'une "Déclaration Universelle sur la Protection Environnementale et le Développement Durable" sous la forme d'une "nouvelle charte" dont les principes puissent guider les nations dans la transition vers le développement durable. Sur base de cette recommandation, Maurice F. Strong, le secrétaire général du Sommet de la Terre à Rio en 1992 (Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement), proposa en 1990 que soit rédigée et adoptée la Charte de la Terre lors du Sommet. Durant le processus préparatoire du Sommet de la Terre à Rio, des consultations intergouvernementales eurent lieu au sujet de la Charte de la Terre, mais un accord intergouvernemental n'a pas pu être conclu concernant ses principes. Bien que la Déclaration de Rio élaborée durant le Sommet contienne une série importante de principes, elle ne répond pas à la vision éthique inclusive que l'on trouve dans la Charte de la Terre.

C'est pourquoi, en 1994, Maurice Strong, en tant que Président du Conseil de la Terre, s'unit avec Mikhaïl Gorbatchev, Président de la Croix Verte Internationale, pour le lancement d'une nouvelle Initiative de la Charte de la Terre. Ce fut Jim McNeill, Secrétaire Général de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (*World Commission on Environment and Development – WCED*), la Reine Béatrice et le Premier Ministre Ruud Lubbers des Pays-Bas qui réunirent M. Strong et M. Gorbatchev. Le gouvernement hollandais offrit le soutien financier initial et le plan consistait à développer un projet, comme initiative de la société civile, et de rédiger une charte qui énonce le consensus qui prenait forme dans la société civile mondiale émergente au sujet des valeurs et des principes pour un avenir durable.

Mohamed Sahnoun, Ambassadeur d'Algérie fut le premier Directeur Exécutif du projet de la Charte de la Terre en 1995, alors qu'un nouveau processus international de consultation et de recherche était en cours dans les domaines de l'éthique environnementale, le développement durable et la loi internationale. Un secrétariat de la

Charte de la Terre fut également établi auprès du Conseil de la Terre au Costa Rica, sous la direction du Directeur Exécutif du Conseil de la Terre, Maximo Kalaw des Philippines. En 1996, Mirian Vilela du Brésil fut nommée Coordinatrice des activités de la Charte de la Terre auprès du Conseil de la Terre. Vers la fin de l'année 1996, une Commission de la Charte de la Terre fut établie pour superviser le processus de rédaction de la Charte. M. Strong et M. Gorbatchev présidèrent conjointement la Commission, qui inclut un groupe divers de 23 personnalités éminentes de toutes les plus importantes régions du monde. La Commission invita M. Steven C. Rockefeller, professeur de religion et d'éthiques des États-Unis, à présider et établir un comité de rédaction. Le processus de rédaction, qui débuta en 1997, requit une durée de trois ans.

Des centaines d'organisations et des milliers de personnes participèrent à la création de la Charte de la Terre. Quarante-cinq comités nationaux de la Charte de la Terre furent constitués et il y eut des dialogues à son sujet à travers le monde entier et l'Internet. En outre, des conférences régionales eurent lieu en Asie, Afrique, Amérique Centrale, du Sud et du Nord et en Europe. Les idées et les valeurs de la Charte de la Terre reflètent l'influence d'une grande variété de sources intellectuelles et de mouvements sociaux. Elles comprennent la sagesse des religions du monde et les grandes traditions philosophiques, de même qu'une nouvelle perspective scientifique mondiale en cours de formation à travers la cosmologie et l'écologie, parmi d'autres disciplines. Il faut considérer que la Charte de la Terre est le produit du mouvement éthique global qui inspira la Déclaration Universelle des Droits Humains et obtint un grand soutien durant les années 90. Le Comité de Rédaction travailla étroitement avec la Commission sur la Loi Environnementale de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) et révisa avec attention toutes les déclarations et tous les traités internationaux pertinents du droit international, de même que plus de 200 déclarations de la société civile et de traités des peuples. La Charte de la Terre se base sur le droit environnemental international et sur celui du développement durable et les élargit. Le document reflète les préoccupations et les aspirations exprimées lors des sept Sommets des Nations Unies qui eurent lieu pendant les années 1990 sur l'environnement, les droits humains, la population mondiale, l'enfance, les femmes, le développement social et l'aménagement du territoire. La Charte reconnaît l'importance que revêt la diffusion de la démocratie participative et délibérative pour le développement humain et la protection environnementale.

Le texte final de la Charte de la Terre, qui a été approuvé lors de la réunion de la Commission de la Charte de la Terre au siège de l'UNESCO à Paris en mars 2000, contient un préambule, 16 principes fondamentaux, 61 principes de soutien et une conclusion intitulée "Le Chemin vers l'Avant." Le Préambule affirme que "nous sommes une seule famille et une seule communauté terrestre ayant un destin commun," et la Charte de la Terre exhorte toutes les personnes à reconnaître leur responsabilité partagée, selon la situation et la capacité de chacun(e), pour le bien-être de la famille humaine entière, la grande communauté de vie et les générations futures. En reconnaissance de la relation réciproque des problèmes environnementaux, économiques, sociaux et culturels de l'humanité, la Charte de la Terre présente un cadre éthique inclusif et intégral. Les titres des quatre sections où les principes sont divisés indiquent l'ampleur de la vision: I. Respect et Soins de la Communauté de Vie ; II. Intégrité Écologique; III. Justice Sociale et Économique; et IV. Démocratie, Non Violence et Paix. La Charte de la Terre identifie une série d'attitudes et de valeurs spirituelles amplement partagées, qui peuvent renforcer l'engagement envers ses

principes éthiques. Le document culmine avec une vision de paix et de célébration joyeuse de la vie.

II. L'Initiative de la Charte de la Terre, 2000 – 2005

Une seconde phase de l'Initiative de la Charte de la Terre débuta en juin 2000 avec le lancement formel de la Charte de la Terre au Palais de la Paix à La Haye. Par après, la Commission de la Charte de la Terre transféra la responsabilité de superviser l'Initiative de la Charte de la Terre et de réunir des fonds au Comité de Direction nouvellement créé. Ce dernier inclut, entre autres, plusieurs membres de la Commission de la Charte de la Terre. La Commission a gardé son autorité quant au texte de la Charte de la Terre, et ses membres, au niveau individuel, ont continué à fournir des conseils et à donner leur appui à l'Initiative. En l'an 2000, on désigna Mirian Vilela comme Directrice du Secrétariat de la Charte de la Terre. Au cours des cinq années suivantes, la Charte de la Terre fut traduite en 40 langues et reçut l'aval de plus de 2.500 organisations représentant les intérêts de centaines de millions de personnes. Parmi les organisations qui ont donné leur aval à la Charte de la Terre, il y a l'UNESCO, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), le Conseil International des Initiatives Environnementales Locales (ICLEI) et la Conférence des Maires des États-Unis. La Charte de la Terre offre un aperçu excellent des éléments essentiels du développement durable et de la paix mondiale, et peu de temps après, on l'utilisait déjà amplement comme une ressource éducative dans les écoles, les collèges universitaires, les universités et les programmes d'éducation non formelle.

De grands efforts ont été réalisés pour assurer la reconnaissance formelle de la Charte de la Terre lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable, célébré à Johannesburg en 2002. Au cours de ce Sommet, un nombre de dirigeants mondiaux et de chefs d'Etat, ainsi que de nombreuses ONG qui assistèrent à la réunion, ont émis des déclarations publiques de soutien à la Charte de la Terre. Bien que la version finale de la Déclaration de Johannesburg n'inclue pas une référence explicite à la Charte de la Terre, elle en affirme bien le thème central lorsqu'elle emprunte le langage de la Charte et affirme que "nous déclarons notre responsabilité mutuelle envers la grande communauté de vie et envers nos enfants." Des efforts se poursuivent pour obtenir la reconnaissance formelle de la Charte de la Terre par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Avant l'année 2005, la Charte de la Terre avait été amplement reconnue comme une déclaration de consensus global sur la signification de durabilité, le défi et la vision du développement durable et les principes suivant lesquels celui-ci peut être atteint. La Charte était utilisée comme base des négociations de paix, comme un document de référence pour le développement de standards, de normes et de codes d'éthique globales, comme ressource pour la gouvernabilité et les différents processus législatifs, comme outil pour le développement de la communauté et comme cadre pour les programmes éducatifs au sujet du développement durable. La Charte a également exercé une influence importante sur le Plan de Mise en Application des Nations Unies de la Décennie de l'Éducation pour le Développement Durable, et la CTI établit une alliance de travail avec l'UNESCO pour promouvoir la Décennie.

En 2005, le Comité de Direction entreprit une révision stratégique importante du progrès atteint et des aspects forts et faibles de l'Initiative de la Charte de la Terre. Ce processus impliqua une évaluation tant sur le plan interne qu'externe. La révision externe fut à charge de Alan AtKisson, un consultant international dans le domaine du développement durable. Cette révision approfondie de l'Initiative de la Charte de la

Terre l'amena à conclure qu'entre les années 2000 et 2005, beaucoup avait été accompli et que l'initiative était très prometteuse et devait se poursuivre. Toutefois, son succès futur dépendait d'une réorganisation importante de sa structure de gestion et d'une planification stratégique à long terme. Le processus de révision stratégique culmina avec une conférence importante de la Charte de la Terre aux Pays-Bas, sous les auspices du Comité National Hollandais pour la Coopération Internationale et le Développement Durable (NCDO). La conférence rassembla plus de 400 dirigeants et activistes de la Charte de la Terre. A cette occasion, on annonça la décision du Comité de Direction de désigner Alan AtKisson comme nouveau Directeur Exécutif du Secrétariat de la Charte de la Terre. AtKisson reçut la responsabilité de gérer la transition de l'Initiative vers une troisième phase.

Au cours de cette conférence, la maison d'édition KIT à Amsterdam rendit public un livre édité par Peter Blaze Corcoran, Mirian Vilela et Alide Roerink et intitulé *La Charte de la Terre en Action : Vers un Monde Durable*. Cette édition contient soixante essais de dirigeants de la Charte de la Terre et de personnes qui la soutiennent dans le monde entier. Elle donne une riche perspective générale de la signification de la Charte de la Terre et de ses activités.

III. L'Initiative de la Charte de la Terre, de 2006 à nos jours

En 2006, il y eut une réorganisation du Secrétariat de la Charte de la Terre et c'est ainsi que surgit la Charte de la Terre Internationale (CTI). De même, on établit un nouveau Conseil de la Charte de la Terre Internationale formé de 23 membres pour remplacer le Comité de Direction et pour superviser les programmes de base de la CTI et un personnel réduit. Steven Rockefeller, Razeena Omar d'Afrique du Sud et Erna Witoelar d'Indonésie furent élus comme Coprésidents du nouveau Conseil de la CTI. En outre, on inaugura un nouveau Centre pour les Communications et la Planification Stratégique à Stockholm, Suède. On transforma l'ancien Secrétariat de la Charte de la Terre auprès de l'Université pour la Paix en Centre de la Charte de la Terre de l'Éducation pour le Développement Durable. Le Conseil de la CTI adopta une nouvelle déclaration de mission et de vision de la Charte et commença à développer de nouvelles stratégies et politiques pour la troisième phase.

Les gouvernements nationaux commencèrent à s'engager de façon plus ferme et formelle envers la Charte de la Terre. Le Ministère de l'Environnement du Brésil signa un accord formel avec le Secrétariat de la CTI et le Centre pour la Défense des Droits Humains de Petrópolis, fondé par Leonardo Boff et Marcia Miranda, afin de promouvoir la Charte de la Terre dans tous les secteurs de la société brésilienne. Au cours d'une célébration présidentielle de la Journée de la Terre en 2007, les Ministres d'Éducation et de l'Environnement du Mexique s'engagèrent publiquement pour utiliser la Charte de la Terre comme instrument éducatif dans le système scolaire mexicain. D'autres gouvernements étatiques et locaux ont initiés ou renforcés leurs engagements publics formels d'adopter, utiliser et mettre en application la Charte de la Terre, y compris l'État de Queensland, Australie, la République de Tatarstan dans la Fédération russe et des villes comme Calgary (Canada), Munich (Allemagne), New Delhi (Inde), Oslo (Norvège), et Sao Paulo (Brésil).

En 2006 et 2007, le nombre d'organisations qui avalisèrent la Charte de la Terre atteignit 4.600, tandis que le nombre de visiteurs de sa page Internet commença à expérimenter une formidable augmentation, en arrivant presque à 100.000 par mois. De même, de nouveaux programmes furent lancés dans les domaines de la religion et des affaires. Par ailleurs, l'Initiative de la Charte de la Terre continua à s'étendre

et actuellement il y a des groupes actifs dans 23 pays et une équipe de direction de la jeunesse constituée de 12 personnes. Le nombre d'affiliés de la Charte de la Terre augmenta à 97 dans 58 pays. La Charte commença à prendre une nouvelle importance dans des thèmes liés à la politique, à mesure que la dimension globale de problèmes, tel que le changement climatique soulignait l'interdépendance existante et la nécessité d'agir en commun. La CTI fut invitée à participer à une conférence internationale sur la Coopération Interculturelle et Interreligieuse pour la Paix, qui fut organisée par le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

En 2007, à l'issue d'un atelier intensif de trois jours sur la planification stratégique à long terme dirigé par Oscar Motomura à Amana Key à Sao Paulo, Brésil, le Conseil de la CTI lança une nouvelle stratégie de "Politique de Décentralisation pour la Croissance Progressive," élaborée pour augmenter fortement la participation active au sein de l'Initiative, sans qu'il soit nécessaire de faire croître l'administration centrale. On élaborait de nouvelles "Lignes Directrices de Travail" pour fournir un cadre et un mécanisme de coordination pour cette activité décentralisée, en vue de promouvoir la Charte de la Terre et de mettre sa vision en application.

Après avoir géré pendant deux ans la transition vers la troisième phase de l'Initiative de la Charte de la Terre, Alan AtKisson renonça à son poste de Directeur Exécutif de la CTI à la fin de l'année 2007, afin de consacrer plus de temps à son entreprise de consultation et autres projets similaires. M. AtKisson poursuit néanmoins sa relation avec la CTI en tant que consultant. Mirian Vilela fut désignée comme la nouvelle Directrice Exécutive de la CTI et le siège du Secrétariat de la CTI fut de nouveau basé à l'Université pour la Paix au Costa Rica, de même que le Centre de la Charte de la Terre de l'Éducation pour le Développement Durable. En 2007, Erna Witoelar renonça à son poste de Coprésidente et Brendan Mackey fut élu pour assumer cette fonction.

En perspective de l'avenir, l'importance de la Charte de la Terre continue de grandir sur le plan international tant comme source d'inspiration pour agir, que comme cadre éducatif et comme document international de loi douce, de même que comme document de référence pour le développement de politiques, de législation et de normes et accords internationaux. Le soutien envers la Charte de la Terre s'est transformé en un processus qui souligne un engagement envers le document dans la pratique, y compris l'utilisation de la Charte comme cadre d'évaluation. La politique de décentralisation prépare le chemin pour une expansion rapide des activités liées à la Charte de la Terre au niveau mondial. En vue de cela, le Conseil de la CTI, lors de sa réunion de mai 2008, adopta un plan stratégique à long terme qui implique la création de six groupes de travail qui débiteront de nouvelles activités de soutien envers la Charte de la Terre dans les domaines du Secteur Privé, de l'Éducation, des Médias, de la Religion, des Nations Unies et de la Jeunesse.